

Marseille

CGT. Le syndicat redouble d'initiatives pour résister à la volonté patronale d'en finir avec le modèle social français. Entretien avec deux représentants des salariés des secteurs public et privé.

Défendre la culture du service public

Alors que le patronat mène une offensive d'une rare violence contre les acquis sociaux, n'épargnant aucune des conquêtes qui ont fait la spécificité du modèle français qui garantissait une certaine sécurité aux salariés du public comme du privé, la CGT poursuit, pour sa part, dans les Bouches-du-Rhône, une stratégie de convergences des luttes qui, dans bien des conflits, a montré son efficacité.

Dans le même temps, se tiendront jeudi les élections professionnelles dans la fonction publique dont le syndicat attend qu'elles assoient, voire renforcent, ses positions dans ce secteur. Durant toute cette semaine, « la Marseillaise » donne la parole aux représentants des salariés dans les entreprises, les hôpitaux, l'Éducation nationale et les administrations. Ils analysent pour nos lecteurs les raisons de faire bloc contre cette offensive du Medef et de poursuivre la lutte pour que les salariés de la fonction publique puissent accomplir leur mission au service des citoyens dans les meilleures conditions.

Frédéric Larrivière est secrétaire général du syndicat CGT des Finances publiques. Il occupe une fonction au sein du syndicat depuis 1995. Élu départemental, il s'implique particulièrement dans la réflexion sur le rôle et l'évolution de la fonction publique.

Selon vous, le statut de la fonction publique est-il menacé de la même façon que les droits des salariés dans le secteur privé ?

Bien sûr. Car nous sommes dans la même stratégie du patronat et des financiers d'en finir avec le modèle social français. C'est-à-dire tout ce que j'appellerai les « construits solidaires », parmi lequel le statut de la fonction publique. Dans le privé, cela se traduit notamment par une fragilisation croissante des droits et acquis des salariés, pour que le patronat puisse avoir recours à sa guise aux contrats précaires.

Pour ce qui est de la fonction publique en général, sa stratégie mercantile consiste à en réduire le champ d'intervention au bénéfice des grandes sociétés. C'est ainsi que l'on voit des pans entiers de ce qui incombait à l'État passer aux mains de ces sociétés. Et cela est vrai dans tous les secteurs, comme le montre particulièrement aujourd'hui la casse organisée de cette entreprise de

service public qu'est la Société nationale Corse Méditerranée, pour ne prendre que cet exemple. Cela se traduit par des milliers de suppressions d'emplois dans la fonction publique au bénéfice d'initiatives privées. Nous sommes dans le moins d'État social. Or pour qu'il y ait une vraie démocratie, il faut qu'il existe une culture commune du service public.

Quelles conséquences concrètes cette politique a-t-elle sur votre propre secteur, les finances publiques ?

Aux finances, mais cela est aussi vrai pour la Caisse d'allocations familiales, on assiste à une concentration des points d'accueil pour répondre à cette logique de rentabilité financière. Ainsi, quelle aberration d'avoir supprimé tous ces points d'accueil des Quartiers nord pour les concentrer sur Sadi-Carnot ! Il faut voir les queues incroyables que cela occasionne, jusque dans les rues, alors même que les conditions de confort minimum ne sont pas remplies. Il n'y a même pas de toilettes dans les halls d'accueil pour les usagers du centre.

Mais cela n'a pas que des conséquences sur les seuls usagers. Les suppressions d'emplois placent le personnel dans une situation particulièrement délicate, stressante qui nuit à leur volonté de remplir correctement leur mission. Les gens ne supportent plus que l'on casse ainsi cette culture du service public. Ces régulières suppressions d'emplois sont intolérables. Bercy se comporte bien comme le bras armé du libéralisme. Mais il faut surtout raisonner de manière générale et convaincre que la fiscalité, aujourd'hui, c'est l'injustice fiscale. Comment peut-on penser à augmenter la TVA, alors que, consécutivement à la baisse du pouvoir d'achat, la consommation stagne dans ce pays ? En fait, les cadeaux que le gouvernement fait aux riches sont tout simplement transférés sur la masse de la population.

Comment résistez-vous à ce gâchis humain et financier ?

Il est vrai que les suppressions d'emplois nous font beaucoup de mal, mais il reste en fait beaucoup à faire pour défendre nos acquis et la conception de la relation avec les usagers qui est la nôtre, avec une vraie dimension humaine. Il est donc très important que notre syndicat reste le premier après le scrutin des élections professionnelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD LANUX



« Bercy est le bras armé du libéralisme. » PHOTO STÉPHANE CLAD

Gardanne: le droit syndical remis en cause

■ A la centrale thermique de Gardanne, on sort d'un long conflit de six mois. « Un conflit pour le maintien des emplois et pour l'amélioration des conditions de départ pour ceux qui ont volontairement choisi cette option, ajoute Nicolas Casoni, secrétaire général du syndicat CGT de Gardanne. Cela n'a pas été simple et cela a illustré pleinement les méthodes du patronat, faites de ruses, d'astuces pour déstabiliser les syndicats ».

« Ces accords qui faisaient notre force »

Des syndicats qui ne sont pas à l'abri de la remise en cause des accords passés précédemment. « A Gardanne, il n'y aura plus que trois permanents CGT, alors que nous étions six jusque-là. Ce qui faisait notre force puisque nous avions un large champ d'intervention, au niveau local comme national ».

Cette volonté de rogner pas à



« Un monde du travail taillé sur mesure pour les patrons ». PHOTO DR

pas les droits syndicaux sera combattue par la CGT qui refusera de signer un nouvel accord, en espérant ne pas être seuls dans cette démarche.

A la centrale thermique, on a cependant tiré des enseignements de la manière dont a été géré ce

conflit. « La stratégie de convergences des luttes qui est celle de la CGT des Bouches-du-Rhône a été un élément important » qui a permis aux salariés de s'en sortir la tête haute, poursuit Nicolas. « Et nous savons bien que le monde du travail est le même pour tous. Ce monde là est fait pour les patrons, chaque mesure prise est dans leur intérêt. Cela me fait hurler de les entendre parler de charges sociales, quand en fait il s'agit de cotisations ».

Des cotisations « qui servent à permettre le fonctionnement du bien commun, la santé, l'ensemble des services publics. Or, tout est lié, quand les entreprises sont florissantes, on a besoin de davantage de services publics. L'emploi industriel a un impact direct sur toutes les autres catégories d'emplois. Voilà pourquoi encore la convergence des luttes est aussi indispensable ».

G.L.